



UNIVERSITE d'ANTANANARIVO
FACULTE de DROIT, d'ECONOMIE, de
GESTION et de SOCIOLOGIE
DEPARTEMENT ECONOMIE



Année universitaire 2005 – 2006

Quatrième année Economie

MEMOIRE de MAITRISE-ès-SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Monnaie, Banque et Finances

**Le SYNDROME HOLLANDAIS : EST-CE APPLICABLE POUR
L'ECONOMIE MALGACHE ?**

Préparé par : RANDRIANARISOA Tsiory Radoniaina

Encadré par : Mr RAZAFINDRAVONONA Jean

Date de dépôt : 13 Décembre 2006

REMERCIEMENTS

Cette étude n'a pu arriver à son terme sans l'appui de tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à sa réalisation. De ce fait, je tiens à remercier toutes les personnes physiques et morales qui m'ont soutenu durant toute la période d'élaboration du présent mémoire, plus particulièrement :

- Dieu, qui m'a procuré un soutien inconditionnel, que j'ai pu aboutir la réalisation du mémoire sans difficultés majeures ;
- Le professeur RAZAFINDRAVONONA Jean, qui a voulu me guider dans mes investigations et recherches. Vous n'avez ménagé ni votre temps, ni vos efforts et a apporté d'innombrables conseils sur cette étude. Je vous en suis extrêmement reconnaissant ;
- Tous les centres de documentation qui n'ont pas hésité à me procurer les documents nécessaires et autres supports d'informations utiles à mon travail de recherche, à savoir :
 - . l'Institut National de la Statistique (INSTAT)
 - . le Centre de documentation du Ministère de l'Energie et des Mines
 - . le Service de la relation publique de Qit Madagascar Minerals
 - . le Centre Culturel Albert Camus (CCAC)
 - . le Centre d'Information Technique et Economique (CITE)
 - . le Bibliothèque Universitaire (BU)
 - . le Centre de documentation de la Banque Mondiale
 - . le Centre de documentation de l'Union Européenne
- ma famille pour leur encouragement et leur indéfectible soutien durant la longue période d'accomplissement de ce mémoire.
- mes amis, pour leur aimable assistance et leur encouragement.

Liste des abréviations et sigles

NFR Natural Fund Ressources

OPEP Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

PVD Pays en Voie de Développement

QMM Qit Madagascar Minerals

Liste des graphiques

Figure1 : Evolution de la production des principales cultures de rente au Congo entre 1971 et 1993 (en tonnes)

Figure 2 : Evolution de la production de Bois au Congo entre 1970 et 1995 (en milliers de m3)

Liste des tableaux

Tableau 1 : structure des exportations du Congo [1970 – 1995] en pourcentage

Tableau 2 : évolution des recettes d'exportation du secteur minier sur trois années (en Ariary)

SOMMAIRE

Introduction.....	1
-------------------	---

Partie 1 : APPROCHE THEORIQUE

Chapitre I: Le concept de syndrome hollandais.....	2
Section I: Notion.....	2
Section II : Esquisse de modèles de syndrome hollandais.....	3
1) Le modèle de GREGORY.....	3
2) Le modèle de CORDEN.....	4
Chapitre II : Le modèle de syndrome hollandais et les courants de pensée économique.....	5
Section I : La théorie de la dépendance et de la domination.....	5
Section II : Le théorème de RYBSCYNSKI.....	5
Section III : La théorie de la croissance appauvrissante.....	6
Section IV : Les théories de l'échange international.....	7
1) La notion d'enclave.....	7
2) La notion de comportements rentiers.....	8
3) La notion de capacité d'absorption de capital.....	8

Partie II : APPROCHE HISTORIQUE

Section I : L'économie des Pays Bas dans les années 70.....	10
Section II : L'économie du Congo face aux chocs pétroliers.....	11

Partie III : APPROCHE PRATIQUE

Chapitre I : Monographie minière de Madagascar.....	17
Section I : Localisation des principaux sites miniers.....	17
1) Les gemmes et matériaux de collection.....	17
2) Les matériaux de carrière.....	18
3) Les minéraux de collection.....	18
Section II : La valorisation monétaire des ressources minières de Madagascar.....	20
1) L'évolution des investissements miniers.....	20
2) Les productions minières.....	21
3) Les exportations.....	22

Chapitre II : Le syndrome hollandais : une théorie difficilement applicable au niveau global...	23
Section I : L'évolution de la structure des échanges avec l'extérieur.....	23
1) La diminution des valeurs des exportations.....	23
2) L'augmentation des importations.....	25
Section II : La prépondérance du secteur informel.....	27
Chapitre III : Risque de manifestation du syndrome hollandais dans la région d'Anosy.....	29
1) Esquisse du projet d'exploitation d'ilménite de QMM.....	29
2) Fragilité de l'économie de la région d'Anosy	29
3) Analyse du risque de présence de syndrome hollandais.....	30
4) Mesure à prendre	31
Conclusion.....	32

INTRODUCTION

En dépit des mauvaises performances enregistrées par le secteur primaire depuis quelques années, le développement de Madagascar n'est pas une illusion. Le sous-sol de la grande île renferme une inestimable richesse naturelle susceptible de détrôner les secteurs moteurs d'antan. Des efforts multipartites pourraient faire du secteur minier, un instrument far menant au développement durable du pays. Toutefois, il ne faut pas sous-évaluer la dimension des investissements que requiert ce dernier. La forte demande mondiale ouvre une grande opportunité pour Madagascar, de fournir ses produits en abondance de quantité et réputés de meilleures qualités. L'expérience de nombreux pays montre que la possession de richesses naturelles a été clé de la croissance et de l'amélioration du niveau de vie de la population.

Cependant, la mise en exploitation d'une ressource naturelle peut être fatale pour un pays. La mutation des anciens secteurs d'activités vers le nouveau, ne génère que des conséquences positives, elle peut en même temps induire des effets pervers au niveau de l'économie du pays. La théorie du syndrome hollandais explique les effets néfastes de la découverte d'une ressource naturelle sur l'économie. Cette maladie semble incontournable dans la majorité des pays vivant l'expérience. La répétition des cas de syndrome hollandais suscite un point d'interrogation sur la mise en application de cette théorie sur l'économie malgache.

Tout au long de cette étude, nous essayerons de rassembler les instruments nécessaires pour élucider cette question.

La première partie de cette étude donnera des idées sur les notions théoriques qu'ont apporté les auteurs économiques sur ce sujet.

La deuxième partie va retracer les différents parcours des pays qui ont été affecté par la maladie.

Enfin, la troisième partie confrontera la théorie du syndrome hollandais avec le cas de Madagascar.

PREMIERE PARTIE :
APPROCHE THEORIQUE

Chapitre I : Le concept de syndrome hollandais

Section I : Notion

Dans les années soixante-dix, la Grande Bretagne se trouvait confronté à de nombreux problèmes relatifs à la découverte de gisements de pétrole. La revue anglaise « the economist » employait l'expression « syndrome hollandais » ou « dutch disease »¹ suite à ce dilemme.

Elle faisait références aux situations économiques de la Hollande dans les années soixante (60) quant celle-ci mettait en exploitation la réserve de gaz naturel de « Slochteren ». En effet, l'économie néerlandaise² présentait des symptômes extraordinaires après la découverte de cette ressource naturelle. Normalement, suite à la mise en exploitation d'une richesse naturelle, l'économie d'un pays doit présenter des signes favorables. Paradoxalement, les agrégats économiques du pays chutent énormément, par rapport aux situations des autres pays qui mettaient en exploitation de richesses naturelles.

Le « syndrome hollandais » est défini comme un phénomène, pour laquelle la mise en exploitation d'une ressource naturelle procure des avantages pour le secteur lié à cette richesse ; mais en parallèle, nuit au développement des autres secteurs de production de l'économie. En d'autres termes, la découverte d'une richesse naturelle serait fatale pour les autres activités de production d'un pays car ces derniers auront une tendance récessionniste ; surtout après un « boom » sur les prix de la nouvelle ressource.

La maladie s'attrape souvent par la forte expansion du secteur lié à la richesse naturelle suite à la brusque montée de son cours mondial. Cette expansion sera évidemment suivie d'une appréciation de la monnaie locale, qui va créer des pressions sur le secteur manufacturier.

Les ressources énergétiques comme le pétrole, le gaz, les mines... sont généralement touchées par ce mal, vu les besoins croissants en énergie. Mais le cas de syndrome hollandais peut aussi affecté d'autres activités, entre autres, l'agriculture, l'élevage, l'artisanat ... Même les secteurs extra-productifs peuvent être affectés par le mal hollandais. On note par exemple, la présence de cas de la maladie suite à une massive aide étrangère.

¹ Dutch disease est un mot anglais signifiant syndrome hollandais.

² De plus amples détails sur la santé de l'économie hollandaise dans la section première du chapitre deuxième

Tel est en général, le processus du syndrome hollandais :

- accroissement significatif du revenu d'un pays lié à la prolifération des exportations des richesses naturelles, nouvellement découvertes ;
- baisse de compétitivité des autres produits d'exportation due à l'augmentation du taux de change réel de la monnaie domestique ;
- ce mécanisme entraîne une hausse des prix des exportations ;
- la propension à importer du pays diminue.

Normalement, ce processus conduit l'économie du pays donné à une inflation galopante, nuisant tout le système économique.

Section II : Esquisse de modèles de syndrome hollandais

1) Le modèle de GREGORY

Dans les années soixante-dix, l'Australie connaît un développement considérable de son secteur minier. Cette situation avait amené GREGORY à élaborer un modèle simplifié en 1976, donnant des éclaircissements sur les changements enregistrés sur cette économie. L'auteur tenait principalement à montrer les effets des prix locaux sur les échanges extérieurs. La problématique de ce modèle est de savoir le rôle du taux de change réel suite à un boom sur les secteurs de l'importation ou de l'exportation. GREGORY émettait une hypothèse qui stipule que le prix des biens consommés par le reste du monde est indépendant de l'économie australienne. Il retenait deux prix qui sont : les prix des biens commercialisés internationalement et les prix des biens non commercialisés.

Ainsi, le modèle peut être traduit de la manière suivante :

L'offre d'exportation croît suite à la mise en exploitation d'une richesse minière, nouvellement découverte. Cet accroissement entraîne un excédent de la balance des paiements qui ne reste pas sans conséquence sur l'économie du pays. En effet, deux (2) situations peuvent se présenter ; soit, il y aura appréciation de la monnaie nationale ; soit, il y aura une inflation dans le pays. De ce fait, les prix des biens non commercialisés auront tendance à s'ajuster aux prix des biens échangés internationalement qui entraîneront des conséquences néfastes sur les structures industrielles traditionnelles.

2) Le modèle de CORDEN

C'est un modèle destiné à appréhender l'impact du syndrome hollandais, élaboré en 1982 par deux auteurs, W. Max CORDEN et J. Peter NEARY. Ce modèle suppose l'existence d'une petite économie qui produit deux biens commercialisés à prix donnés et un bien non commercialisé à prix flexible. Les biens du secteur minier et manufacturier, d'une part et les services, d'autre part, représentent respectivement les deux catégories de biens. Ils sont destinés uniquement à la consommation finale. Ce modèle ne tient en compte que des prix relatifs des biens commercialisés et fait abstraction des facteurs monétaires. Chaque secteur a un facteur mobile (travail) et un facteur spécifique (capital). La question est de savoir quel est l'impact sur le secteur des biens commercialisés hors mine, du boum dans le secteur minier.

Le modèle stipule que ce dernier produit deux effets distincts : un effet de réallocation de ressources et un effet de dépense. Dans une économie où il y a parfaite mobilité du facteur travail, l'expansion du secteur minier entraîne une mutation des ressources vers ce secteur en boum et le secteur des biens non commercialisés. La demande de travail croît au même rythme dans ces deux secteurs qui est absorbé par une offre importante. Ce déplacement de la main d'œuvre entraîne une diminution de la production dans le secteur des biens commercialisés, résultant de l'insuffisance du manque de main d'œuvre.

Le boum dans le secteur minier produira un excédent au niveau de la balance des paiements synonyme de hausse globale du revenu. Cette augmentation entraînera une hausse de prix dans le cas où tout le revenu est dépensé et que la demande de biens du secteur non commercialisé augmente. Ce mécanisme est totalement indépendant de toute réallocation de ressources. En conséquence, il y aura appréciation du taux de change réel qui entraînera une croissance de la production des biens non commercialisés et une régression de la production des biens commercialisés hors mine. S'en suit une dégradation de sa balance commerciale.

Section I : La théorie de la dépendance et de la domination

Cette théorie s'est répandue à la fin des années soixante et pendant les années soixante-dix. Sa genèse étant la constatation de la dégradation des termes de l'échange des pays en développement. Ces derniers étant qualifiés de pays de la périphérie, subissent la domination et la méprise des pays du centre qui sont les pays développés. Cette domination accentue la division internationale du travail et accroît les inégalités dans les échanges internationaux. La libéralisation de l'échange accélère la richesse des pays du nord par sa force de s'imposer sur le marché et de fixer les prix qu'ils veulent. Pourtant, les biens sont produits dans les pays du sud. Quand il y a montée des cours des matières premières, il y aura augmentation des recettes liées à l'exportation. Mais ce surplus de recettes n'a aucun effet sur l'amélioration de la base productive du pays. De plus, ce n'est qu'une situation conjoncturelle.

Par ailleurs, l'économie de ces pays est souvent mal articulée et il y a faible diffusion des effets d'entraînement des secteurs d'exportation sur le reste de l'économie.

Cette théorie de la dépendance et de la domination présente des traits communs avec les arguments avancés dans les modèles de syndrome hollandais. La seule différence repose sur l'horizon temporel. Les modèles de « dutch disease » s'inscrivent souvent dans une perspective d'« ajustement » de « court-moyen terme ».

Section II : Le Théorème de RYBSCYNSKI

RYBSCYNSKI cherche à expliquer les facteurs déterminants de la configuration dans ce théorème. Il considère comme la modélisation du modèle d'HECKSHER-OHLIN s'exprimant ainsi : «A termes de l'échange constants, lorsqu'un des facteurs s'accumule, il y a réduction absolue de la production de biens utilisant ce facteur de façon moins intensive, tandis que la production des biens utilisant ce facteur intensivement augmente plus que proportionnellement à l'accroissement du revenu.»

L'auteur démontre dans ce théorème que l'expansion d'une richesse naturelle est susceptible de nuire au développement d'autres secteurs. A la limite, la désindustrialisation semble inéluctable à cause de la mutation des ressources des anciennes structures productives vers les nouvelles.

On peut en affirmer que ce théorème présente des similitudes avec les idées avancées dans les théories de la maladie hollandaise, à une différence près. Dans ce théorème, la désindustrialisation est uniquement due aux effets de « réallocation de ressources » tandis que pour le syndrome hollandais, les causes peuvent être également due aux « effets de dépense ». On peut même envisager une combinaison des deux effets dans les modèles du « dutch disease ».

Section III : La théorie de la croissance appauvrissante

Elle fût élaborée par l'économiste Jagdish N. BHAGWATI qui émet une thèse selon laquelle, le commerce international peut se retourner contre la croissance économique d'un pays. C'était une idée inédite du fait de l'appartenance de cette théorie dans la lignée des théories néoclassiques. En effet, l'auteur avance une idée simple telle que l'augmentation tant en volume qu'en quantité, des exportations fait baisser les prix des produits sur le marché international. Au fur et à mesure que se succèdent les transactions, la croissance devient dommageable.

La convergence de cette théorie avec celles du syndrome hollandais repose sur une idée simple : la mise en exploitation d'une richesse naturelle nouvellement découverte, peut appauvrir l'économie d'un pays.

Toutefois, dans les modèles de « dutch disease », l'appauvrissement est essentiellement due à la baisse de régime des autres secteurs autres que celui en boum. A l'inverse, dans la théorie de BHAGWATI, il est strictement du à la baisse du revenu réel. Le problème des secteurs n'existe pas dans cette théorie.

De plus, les arguments du syndrome hollandais ne sont vérifiables que s'il n'est pas supposé préalablement que le pays considéré soit de petite taille. Cette hypothèse équivaut à dire que ce pays est d'ores et déjà un « price taker »³.

Il faut remarquer que ces deux concepts recommandent la politique économique à adopter par les pays en développement. La théorie de la croissance appauvrissante dirige un pays à orienter sa base productive vers les produits de substitution des importations et donc diminution des exportations pour les besoins locaux. Par contre, la participation active du

³ Un price taker signifie que le pays accepte les prix proposés et n'est aucunement capable de faire l'inverse

pays aux échanges internationaux n'est pas remise en question dans les arguments du syndrome hollandais. C'est l'allocation optimale des revenus d'exportations du secteur en boum qui pose des difficultés. Une question est de savoir si le syndrome hollandais recommande le placement étranger pour stériliser les excédents de recettes.

Section IV : Les théories de l'échange international

Dans cette section, on essaiera d'esquisser trois notions principales qui analysent les facteurs expliquant le blocage de la croissance par l'échange international. Il s'agit des notions d'enclave, de comportements rentiers et de capacité d'absorption du capital. Il faut noter que ces trois concepts n'appartiennent pas à un courant de pensée particulier.

1) La notion d'enclave

Cette notion met en évidence l'enclavement des industries minières des pays du Tiers-Monde. Il y a faible diffusion des effets d'entraînements dans ces pays car la chaîne de valeurs est quasi-inexistante. Quatre effets ont été retenus pour définir une industrie extractive enclavée⁴ :

- l'effet induit à travers l'infrastructure de transport établis pour l'évacuation des productions des industries extractives ;
- l'effet induit à travers l'équipement des exploitations minières ;
- l'effet induit à travers la masse salariale distribuée par l'industrie extractive et
- l'effet induit par les possibilités d'investissements offerts par les profits réalisés dans cette industrie.

Les liens du secteur extractif avec le reste de l'économie sont quasi-inexistants. Le seul lien passe par le budget de l'Etat. Etant donné les incompétences administratives et la corruption dans les pays en voie de développement, ces ressources ne sont pas souvent utilisées à bon éscient.

Dans les modèles du syndrome hollandais, l'hypothèse ainsi faite d'un accroissement des revenus extérieurs consécutif à un choc exogène positif qui affecte le budget de l'Etat découle d'une définition des activités extractives comme enclaves. Dans ces conditions, «l'effet dépense» suffit à lui seul pour déclencher une situation de type « Dutch Disease ».

2) La notion de comportements rentiers

⁴ Analyse empirique de P. BAIROCH de 1913-1965

Elle avance l'idée d'une substitution de comportements au niveau des agents économiques. Désormais, les agents ont tendances à avoir des comportements d'accès aux revenus générés par les rentes.

Un pays rentier est défini comme « un pays qui reçoit, sur une base régulière, des montants substantiels de rente externe. Les rentes externes étant elles-mêmes définies comme des redevances payées par les étrangers, des entreprises ou des gouvernements à des individus, entreprises ou gouvernements d'un pays donné». La production est plus ou moins délaissée dans les pays qui adoptent le comportement rentier. Le cas des pays arabes après les chocs pétroliers illustre cette situation⁵. En effet, la consommation publique et privée dans ces pays a été excessive, dépassant largement la normale et même celle des pays riches industrialisés. Pourtant, la production ne connaît pas ce même rythme. L'Etat remplit bien son rôle dans la mise en place des structures et des infrastructures publiques mais le système de production vieillit. Le niveau de vie élevé de la population est strictement lié au revenu rentier et non à une meilleure organisation productive.

3) La notion de capacité d'absorption de capital

Cette notion tente d'élucider une problématique fondamentale qu'est de savoir le seuil d'investissement qui soit réellement efficient. En effet, le volume d'investissement qui soit efficace pour la croissance économique d'un pays, est limité. Il existe un optimum d'investissement qui est déterminé par la demande et l'étendue des marchés intérieurs et extérieurs, les facteurs politiques et socio-culturelles,... Donc, chaque pays a sa propre capacité à absorber le capital. Au-delà de cette limite, les investissements deviennent des futilités.

La majorité des pays producteurs de pétrole a rencontré ce genre de problème et n'a rien pu faire de mieux pour améliorer sa base productive même avec les inestimables recettes liées au pétrole. On retrouve cette notion, de manière implicite, dans les modèles de syndrome hollandais.

Cette partie a permis d'avoir des idées théoriques sur le mécanisme de la théorie du syndrome hollandais et ses convergences avec les grands courants de pensée économique. Toutefois, la réalité échappe aux modélisations avancées par les auteurs. Dans la partie qui suit, la 8 théorie sera mise en expérimentation dans les pays qui ont vécu la maladie.

⁵ Sid AHMED [1983]

DEUXIEME PARTIE :
APPROCHE HISTORIQUE

Section I : Les Pays-Bas dans les années 70

De nombreux pays européens souffraient de la brusque montée du cours du « brent » après le premier choc pétrolier des années soixante-dix (70). Mais les Pays-Bas étaient confrontés à des récessions économiques spectaculaires. Pourtant, avant cette période, ils enregistraient de bonnes performances économiques pendant plusieurs années consécutives. La production industrielle n'a pas augmenté depuis 1974 et l'investissement brut privé a chuté en dessous de 15 pour-cent. La part des profits dans le revenu national, qui avait atteint le seuil de 16,8 pour-cent en moyenne par an entre 1965 et 1970, ne s'élève plus qu'à 3,5 pour-cent en moyenne par an au cours des cinq dernières années qui ont suivi le premier choc pétrolier. Le taux de chômage, qui ne s'élevait qu'à 1,1 pour-cent en 1970, s'établit actuellement à 5,1 pour-cent tandis que l'emploi dans le secteur manufacturier a chuté de 16 pour-cent depuis 1970.

Cependant, sur le plan des échanges extérieurs, la Hollande enregistre des bonnes performances : le compte courant, dont le déficit annuel était de 130 millions de dollars entre 1967 et 1971, s'est sensiblement amélioré après le premier choc pétrolier pour atteindre un solde excédentaire de 2 milliards de dollars par an entre 1972 et 1976.

Ce contraste entre, d'une part, une conjoncture économique interne plutôt récessionniste et, d'autre part, des comptes extérieurs largement excédentaires est la manifestation parfaite de la présence d'un symptôme hollandais dans l'économie néerlandaise. D'ailleurs, c'est dans ce pays que le premier cas de figure de ce mal fut détecté.

Cependant, le Congo présentait les mêmes symptômes après les chocs pétroliers des années 70. Mais, l'imputation de l'entière responsabilité à la maladie est remise en cause dans ce pays. Dans la section suivante, on essayera d'énumérer d'autres facteurs responsables de la récession spectaculaire de l'économie congolaise.

Section II : L'économie congolaise suite aux chocs pétroliers des années 70

L'étude de présence du syndrome hollandais sur l'économie du Congo porte sur deux périodes distinctes. Avant 1973, les exportations de « produits traditionnels » étaient dominantes et constituaient les principales sources de devises du pays. Parmi ces produits figurent les produits agricoles (café, cacao), la potasse et le bois. Toutefois, c'est ce dernier qui occupait la place la plus importante dans les exportations du Congo. Il représentait plus de 50% du volume total.

Année	1970	1973	1974	1979	1984	1985	1986	1990	1994	1995
Pétrole	1	31,9	69,5	69,6	90,1	86,9	73,3	75,6	83,8	83,7
Bois	53	44	21,6	13,4	4,4	5,2	12,4	11,6	9,1	8,4
Autres	45,9	24,1	8,9	16,9	5,4	7,7	14,3	12,8	7	7,9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Tableau 1 : structure des exportations du Congo [1970 – 1995] en pourcentage

On rappelle que durant le premier choc pétrolier, les pays membres de l'OPEP ont décidé de multiplier par quatre (4), le prix du pétrole. Cette hausse de prix ont fait entraîné des effets néfastes sur les produits agricoles et manufacturés, et donc, sur les activités y afférentes. En effet, la part de ces productions dans les exportations du Congo diminuait considérablement. Le bois connaissait la régression la plus sévère suite à cette « pétrolisation » de l'économie. D'après le tableau ci-dessus, la part du secteur du bois dans le volume total des exportations n'était seulement que de 4,4% en 1984 s'il était encore de 53%, 15 ans auparavant.

On peut affirmer alors que la substitution par le pétrole, des productions « traditionnelles » a entraîné des effets négatifs sur l'économie du Congo qui est anciennement structurée sur une production-exportation diversifiée. Cette situation est une parfaite illustration de la manifestation de la maladie hollandaise dans un pays.

Il faut cependant apporter une remarque importante du fait de l'appartenance du Congo dans le cercle des pays en voie de développement. En tant que tel, l'économie de ce pays est caractérisé par des d'ordre structurel.

Le rôle joué par le secteur agricole dans l'économie congolaise n'a jamais été très important, même avant les chocs pétroliers des années 70. Les productions ne sont pas structurées et organisées comme dans les pays développés mais demeurent de petites exploitations familiales. C'est également le cas pour les produits de rente (cacao et café). L'insuffisance d'équipements et de financement dans la production ne permet pas à l'agriculture congolaise de dépasser le stade de l'autosubsistance. Ce, en dépit de nombreux efforts initiés par les autorités du pays.

En outre, grâce au phénomène de « sur-urbanisation », l'exode rural, le vieillissement de la population rurale, la récession de l'agriculture congolaise semblait inéluctable.

Le secteur du bois connaissait lui aussi deux gros problèmes qui sont loin d'être liés au boum du secteur pétrolier. Primo, les réserves forestières du Sud du pays commencent à être épuisées, alors que celles du nord sont difficilement exploitables. Secondo, la demande mondiale en bois avait une tendance à diminuer durant cette période.

On ne peut pas tout autant être sûr et certain de la présence de la maladie hollandaise au Congo sans apporter de précisions complémentaires.

En analysant la figure⁶ montrant l'évolution des principales cultures de rente du Congo, on constate que la production de cacao n'a pas subitement baissée⁷. C'est à partir de la fin des années soixante dix et au début des années quatre-vingt que cette production accusait une baisse de plu en plus significative. Elle a son plus bas niveau en 1983 et en 1986. La tendance de la production de café ressemble beaucoup à celle du cacao. Le bois quant à lui suit la même tendance pendant la chronologie énumérée ci-dessus mais sa régression était plus conséquente que celle des deux autres produits. Cette situation est illustrée par la figure 2. Donc, ce n'est qu'après le second choc pétrolier que le niveau des exportations produits autres que le pétrole, s'est absolument effondré.

IL importe aussi de signaler qu'il y a absence de réversibilité des effets du syndrome hollandais au Congo, après la chute des prix du pétrole dans le milieu des années quatre-vingt. Pourtant, la prédiction de la théorie du « dutch disease » stipule une amélioration des

⁶ Figure 1

⁷ Entre 1971 et 1978

« anciens » secteurs de production après l'« éclatement » du boom. Le pays continue de dépendre du pétrole. Les cultures de rente et le bois continuent d'accumuler les mauvaises performances enregistrées depuis le premier choc pétrolier. Il en est de même pour le secteur manufacturier.

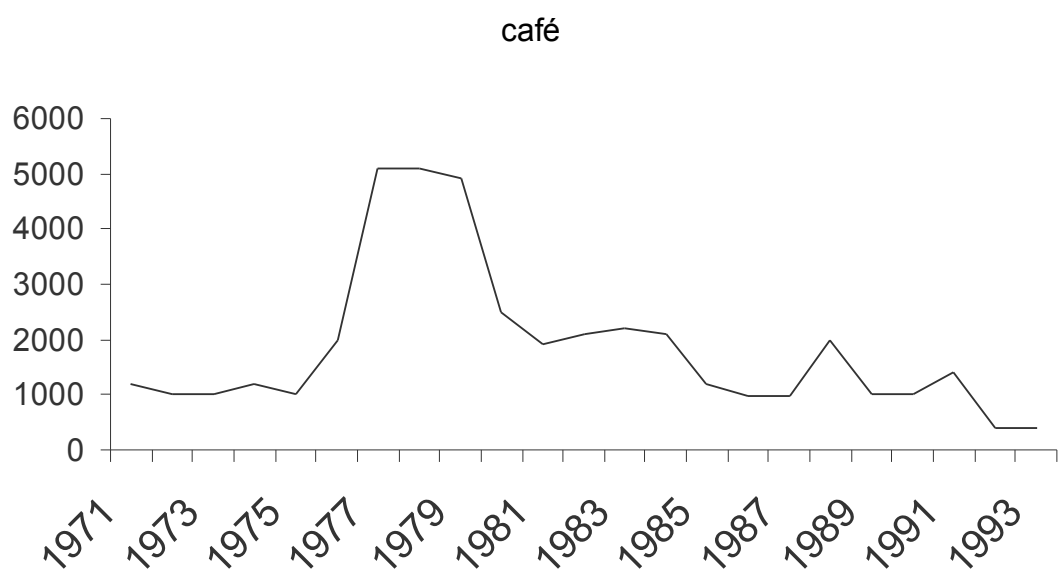
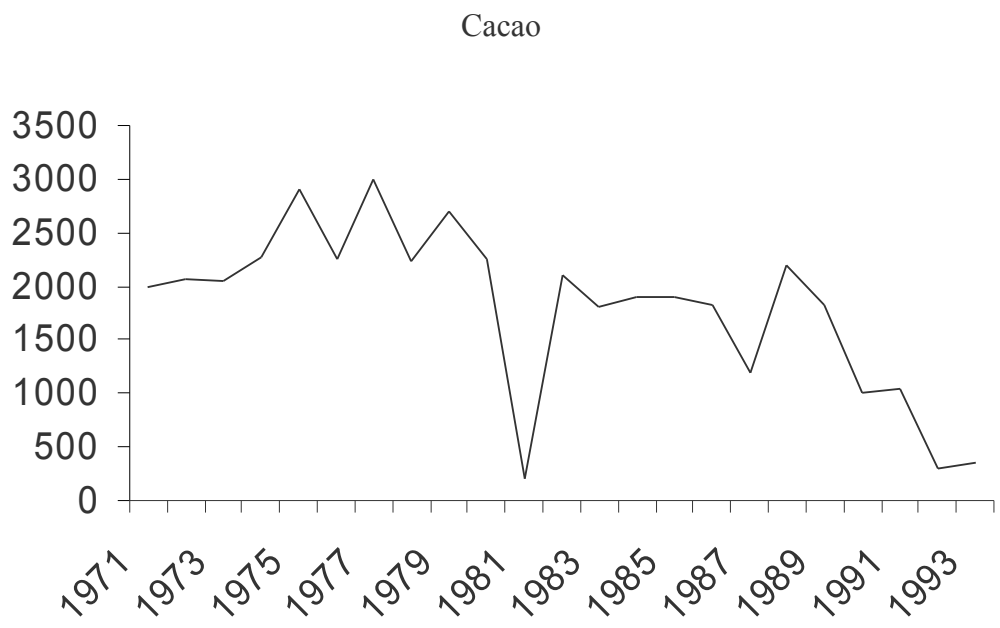


Figure1 : évolution de la production des principales cultures de rente au Congo entre 1971 et s1993 (en tonnes)

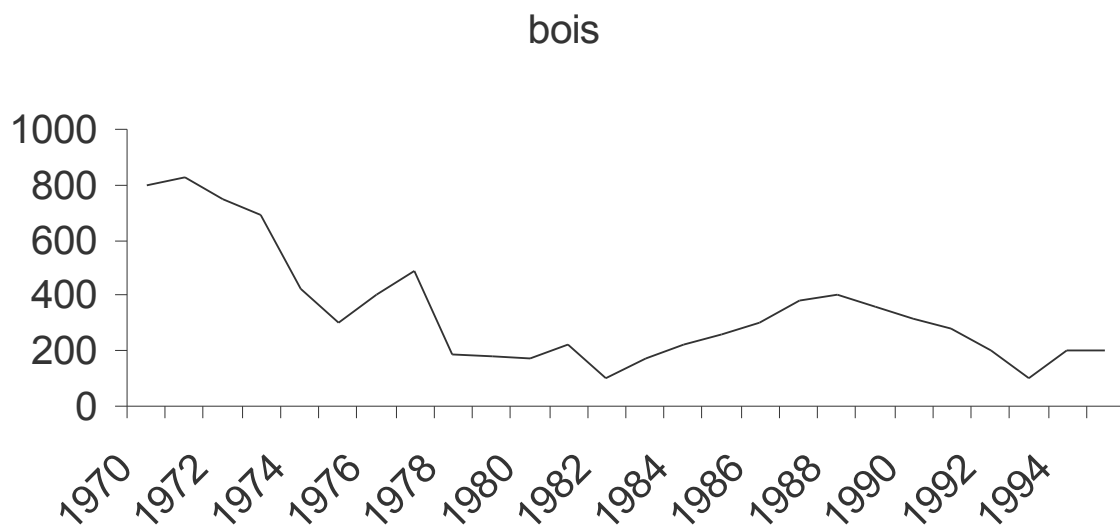


Figure 2 : évolution de la production de Bois au Congo entre 1970 et 1995 (en milliers de m3)

Parmi les nombreux pays qui ont vécu l'expérience d'un mal hollandais, ces deux pays ont été expressément choisis pour la divergence de leur économie respective. En effet, on peut en conclure à partir des deux panels que dans un pays développé (les Pays Bas), le syndrome hollandais est l'unique facteur de la récession économique après la découverte d'une ressource naturelle. Tandis que dans un pays en voie de développement (le Congo), les théories avancées par les auteurs sont difficilement vérifiables sans tenir compte de quelques paramètres qui caractérisent l'économie d'un PVD. Certes, la mauvaise performance enregistrée par une économie émergente, après la découverte d'une richesse, est aussi liée à des problèmes structurels, infrastructurels, législatifs, ... avant la mise en exploitation.

Madagascar figure parmi les PVD et a récemment mis en exploitation des ressources souterraines. Donc, le pays remplit les conditions préalables à une étude de présence du « dutch Disease ». Dans la dernière partie, on mènera une recherche pour détecter la présence ou non de cette maladie en tenant compte des autres facteurs cités ci-dessus.

TROISIEME PARTIE :
APPROCHE PRATIQUE

Chapitre I : Monographie minière de Madagascar

Section I : Localisation des principaux sites miniers de Madagascar

La localisation des sites miniers de Madagascar permet de montrer la forte potentialité du pays en ressources minières. On y retrouve plus d'une centaine de richesses souterraines, répartie sur l'ensemble du territoire de l'île. On citera les principaux sites riches en ressources minières dans cette section.

1) les gemmes et les minéraux de collection

Cette catégorie regroupe les ressources minières stratégiques de Madagascar. En effet, elle est constituée des pierres précieuses possédant des valeurs importantes sur le marché. Leurs valeurs se traduisent par leurs prix sur le cours mondial. Madagascar dispose d'une multitude de pierres précieuses mais il y a six (6) principaux types qui sont considérées comme les plus précieuses :

Le Béryl :

Il se trouve principalement dans la région du Vakinankaratra, plus précisément du côté du district de Betafo et de Fandriana. Mais, la partie ouest de la région de la haute Matsiatra est très abondante en beryl.

L'émeraude :

C'est dans le district de Benenitra qu'on trouve une quantité importante de cette pierre très précieuse. On recense également une quantité non négligeable du côté du district de Mananjary.

Le rubis :

La découverte de cette pierre a été récente. Pourtant, elle présente un prix important sur le marché mondial. Le district de Betafo, de Benenitra, et de Betioky possède une quantité importante de rubis. Mais, récemment, le district d'Andilamena se découvre comme étant la réserve principale de rubis de Madagascar.

Le saphir :

La valeur de cette pierre s'est accrue avec le progrès de la technologie. En fait, elle est souvent utilisée dans l'électronique et l'astrophysique. La demande mondiale est loin d'être saturée. La plus grande réserve se trouve dans le district d'Ilakaka et de Sakaraha. Mais, elle se rencontre aussi dans le district de Faratsiho et d'Ambilobe.

2) Les matériaux de carrière

Il existe trois (3) types de matériaux de carrière.

- le calcaire dans le district de Marovoay ;
- le marbre, très abondant dans le district d'Ambatofinandrahana et du district de Fandriana et
- les matériaux pouzzolaniques, présents dans le district d'Ambilobe et du district de Betafo.

Ces matériaux sont utilisés dans les constructions lourdes.

3) Les minerais

Cette catégorie représente la plus grande quantité de ressources minières de Madagascar. Elle regroupe les métaux précieux ou non, utilisés dans la sidérurgie. Les principaux minerais de Madagascar sont :

Le bauxite, qui est abondant dans la zone Sud-est de la grande île : Farafangana, Vangaindrano, Manantenina. On le retrouve aussi dans la commune de Marangaka, district de Bealalana.

L'or :

Madagascar dispose d'une quantité très importante d'or. A l'exception de la réserve sise à la commune d'Andavakoera, district d'Ambilobe ; les zones riches en or se concentrent au centre de l'île. On le retrouve dans les districts suivants : Fenoarivobe, Tsiroanomandidy, Maevatanana, Arivonomamo, Betafo, Fandriana, Miandrivazo, Faratsiho, Ambatofinandrahana, Vavatenina. Toutefois, la quasi-totalité de la surface de l'île renferme une certaine teneur en Or.

Le chrome :

La plus grande réserve de chrome se trouve dans la commune de Morarano, district d'Amparafaravola. Il est utilisé dans l'industrie de la peinture et de la coloration. Une quantité assez importante de ce métal, est aussi présent du côté du district de Brickaville.

Le cuivre :

Le district d'Ambatofinandrahana contient une quantité importante de ce minerais. Pourtant, ce métal a perdu beaucoup de sa valeur d'antan. En effet son utilisation dans l'industrie sidérurgique diminue progressivement, laissant la place à de nouveaux métaux plus résistants et plus légers.

18

Le fer :

L'estimation de la teneur en fer de Madagascar se chiffre à plus de neuf cent millions (900 000 000) de tonnes, répartie en trois (3) zones :

- . le district de Soalala renferme à lui seul plus de huit cent millions (800 000 000) de tonnes :
- . la commune de Bekisopa : soixante-dix millions (70 000 000) de tonnes
- . la commune de Fasintsara : trente millions de tonnes (30 000 000).

Le nickel :

Actuellement, ce type de minerais fait l'objet du plus grand projet d'exploitation jamais réalisé à Madagascar. Ce projet est concocté par « Dynatec Corporation ». Il est justifié par la quantité que dispose Madagascar. En effet, la seule commune d'Ambatovy contient plus d'un million de tonne de Nickel. Il existe également une quantité non négligeable du côté du district d'Ambatondrazaka.

Le plomb se trouve principalement dans le district d'Ambanja. La commune de Besakay, district de Maevatanana, contient aussi du plomb, estimé à cinq milles (5000) tonnes

Le titane

Après le fer, le titane est le minerai le plus abondant à Madagascar. Il se rencontre tout le long du littoral est de l'île. La teneur en titane des plages et dunes de la côte est de Madagascar est estimé à plus de cent millions (100 000 000) de tonnes. L'Ilménite est l'une des composantes principales du titane. Cette quantité sollicitait le groupe canadien « Quit Madagascar Minerals » d'entreprendre un projet d'exploitation d'ilménite dans la région d'Anosy.

Cette description montre la potentialité de Madagascar en matière de richesses naturelles. Presque la surface totale du pays renferme de ressources minières. Pourtant, cette localisation

19

constate seulement l'existence des ressources. Certes, une part importante de cette richesse demeure inexploitée. Cela s'illustre par la valorisation monétaire du secteur minier.

Section II : La valorisation monétaire des ressources minières de Madagascar

En dépit des activités illicites qui représentent environ quatre-vingt quinze pourcent (95 %) du total des exploitations, les chiffres liés au secteur minier est plus ou moins significatifs. Dans cette rubrique, trois (3) agrégats seront analysés pour mettre en évidence la part importante du secteur minier sur l'économie « malagasy ».

1) L'évolution des investissements miniers

Cette étude montre la progression du volume des investissements miniers sur la période 2000 - 2005. En général, les investissements liés au secteur minier sont en nette progression depuis le début du nouveau millénaire. Toutefois, une légère régression eut lieu durant la période où le pays rencontrait une crise politico-économique.

Le nombre total de permis d'exploitation délivré au cours de la période 2000 – 2005 s'élève à deux milles quatre cent vingt sept (2427). Ces permis se traduisent par un investissement total de mille deux cent quatre-vingt seize milliards cent cinquante et un millions zéro soixante-cinq milles sept cent quatre-vingt huit Ariary (Ar 1296151065788). La progression de l'année 2004 par rapport à l'année 2003 a été considérable. En effet, elle a été de Sept milles huit cent quatre vingt dix sept pourcents (7897%) si le passage de l'année 2004 à 2005 n'a progressé que de milles sept cent vingt deux pourcents (1722%). L'année 2003 était la période faste de l'investissement minier pour Madagascar. En effet, le volume ne représentait qu'environ trois pourcents des investissements réalisés du début du siècle.

Cependant, la crise n'avait pas d'incidence sur la demande de permis d'exploitation. Elle a présenté une nette augmentation tout au long de la période d'étude. Etonnement, la plus grande progression est enregistrée en 2003. Lors du passage 2002-2003, la progression était de deux cent quarante pourcents (240%). Ceci s'explique par la soif des opérateurs d'entreprendre de nouveau après une longue période de suspension. Pourtant, l'investissement y afférent n'avait pas connu le même rythme car la situation demeurait instable ; contrastant avec l'anticipation des entrepreneurs.

2) Les productions minières

Parmi les exploitants opérant dans le secteur formel, il existe ceux qui ne déclarent pas la totalité de leur production. La taxation des produits reste la principale raison de cette clandestinité. Les productions enregistrées au sein de l'autorité publique ne représentent qu'une fraction très minime de l'ensemble de la production minière dans tout Madagascar.

Depuis des années, la production est caractérisée par une forte régression. Les chiffres tombent de manière spectaculaire. Malgré tout, elle demeure importante pour mener une analyse sur l'économie malgache. Parmi les nombreuses ressources citées dans la section précédente, seules quelques unes d'entre elles seront énumérées. Ces mines composent les principales exportations de Madagascar.

Le saphir

La découverte du saphir à Madagascar est très récente. Ainsi, la production enregistrée débute de l'année 1999. Cette année, Madagascar produisait environ deux (2) tonnes de saphir. Cette production est passée à une quantité proche des cinq (5) tonnes au début du nouveau siècle. Durant la période où le pays a traversé une crise politico-économique, aucune quantité n'a été enregistrée au sein du service relatif. L'absence de chiffres ne signifie pas une suspension de la production. Elle est due au mal fonctionnement de l'administration publique. De plus, les opérateurs ont adopté un comportement opportuniste et ont saisi l'occasion pour ne pas déclarer les produits. Par la suite, la production a chuté et a représenté des chiffres très étonnants. Ainsi, en 2004, la production enregistrée était de douze (12) kilogrammes. Ce chiffre est loin des quelques tonnes produites avant.

Le rubis

Tout comme le saphir, cette pierre précieuse ne fut exploitée que récemment. Pourtant, c'est une ressource qui représente une valeur importante sur le marché. La plus grande production de rubis enregistrée était en 2001. Elle est de l'ordre de deux cent quatre vingt huit (288) kilogrammes.

L'or

Contrairement aux pierres citées ci-dessus, la découverte de ce métal précieux remonte de la période ancienne. En effet, le premier enregistrement de la production d'or était en 1897. Il coïncide avec le début de la colonisation de Madagascar par les Français. La colonisation

fût une période déterminante dans la production aurifère de Madagascar. En effet, pendant cette période, les chiffres relatifs ont été à la fois significatifs et réguliers. Sur une production totale d'environ cinquante tonnes entre 1897 et 2005, la production pendant la période de colonisation représente quatre vingt dix huit pourcents (98%) de la production totale. Donc, elle n'était que de deux pourcents de l'ensemble pendant la période allant de l'indépendance jusqu'à aujourd'hui. Il est à remarquer que durant la crise de 1991-1992, la production enregistrée n'était que de soixante grammes (60g).

3) Les exportations

Dans cette section, on considère globalement l'ensemble des recettes d'exportation du secteur minier. La période court sur trois (3) années successives⁸. Durant cette période, on constate une nette progression des valeurs des exportations. Cette augmentation est due à l'augmentation de la production minière, d'une part ; et de l'évolution du cours mondial des produits miniers, d'autre part. Les grandes substances composent en grande partie le volume des recettes.

2003	2004	2005
36 117 768 220	59 166 744 020	66 811 456 586

Tableau 2 : évolution des recettes d'exportation du secteur minier sur trois années (en Ariary)

⁸ 2003 – 2004 - 2005

Chapitre II : Le syndrome hollandais : une théorie difficilement détectable au niveau global

Jusqu'à maintenant, Madagascar est considéré comme un pays à vocation agricole. Environ huit personnes sur dix (8 sur 10)⁹ vivent en milieu rurale. L'activité principale d'un citoyen demeure l'agriculture, accompagnée de petites exploitations artisanales. De ce fait, le poids du secteur primaire dans l'économie malgache reste incontestablement important. Logiquement, les exportations relatives à l'activité agricole tiennent le premier rang dans nos échanges avec le reste du monde. Le secteur minier ne constitue pas véritablement une source de devises de l'économie malgache, du moins, le secteur formel. Même des activités industrielles comme la filière textile, dépasse largement le secteur minier. Donc, il est difficile de confronter la théorie du syndrome hollandais avec la situation de Madagascar du point de vue global. En effet, dans les pays où le mal s'est empiriquement vérifié, il y avait une mutation du secteur d'activité après la découverte d'une ressource naturelle. Par exemple, au Congo¹⁰, les exportations des produits agricoles et du bois avaient nettement chuté après la première exploitation du pétrole.

Ces dernières années, la structure des échanges extérieurs de Madagascar avec le reste du monde s'est accompagnée d'une forte modification. Les exportations de la grande île qui sont composées essentiellement de produits agricoles, ont nettement diminué. Tandis que la tendance des importations a suivi le chemin inverse. Elles sont composées principalement de produits alimentaires et de biens d'équipements. Il est difficile d'imputer cette fluctuation à la propagation du secteur minier. De nombreuses raisons ont contribué à la modification des rapports d'échange de Madagascar avec l'extérieur.

Section I : L'évolution de la structure des échanges de Madagascar avec l'extérieur

1) La diminution des valeurs des exportations

Depuis le début du XXI^{ème} siècle, la balance commerciale de Madagascar s'est largement détériorée. Les exportations¹¹ ont nettement reculé. En 2004, la valeur¹² de ces dernières a atteint son plus bas niveau. Elle a été de l'ordre de 302,5 millions de DTS. Par rapport à la situation de 2003, on a enregistré une régression de 12,3%. Cette valeur a même été dépassée par celle de 2002 où le pays a traversé une crise. Elle a été de 322,5 millions de DTS pour cette année. C'est au niveau des produits agricoles de rente qu'on a enregistré une forte

⁹ Rapport MCA 2005

¹⁰ Voir la partie sur le Congo

¹¹ En valeur FOB

¹² En millions de DTS

diminution des exportations. Ainsi, par exemple, notre île n'a exporté que la moitié de vanille qu'elle exportait au début de la période d'observation¹³. Le girofle a reculé d'environ 38% et le cacao de 19%.

Il est à signaler que les prix en Ariary, des produits exportés ont augmenté au cours de la période d'observation. Tandis que ceux en DTS ont légèrement diminué. Cette contraste entre la montée des prix en Ariary et la baisse de ceux en DTS résulte de la dépréciation de la monnaie nationale pendant la période post-crise. En effet, après la détaxation, le « Ariary » a perdu la moitié de sa valeur.

La baisse tendancielle que suivent les exportations de Madagascar s'associe à de nombreuses raisons.

Premièrement, le cours des produits agricoles sur le marché mondial suit depuis quelques années une tendance à la baisse. L'arbitrage fait par les pays importateurs entre les différents pays producteurs, ont fait chuté considérablement les prix des produits primaires. Ainsi par exemple, Madagascar ne monopolise plus la fourniture de vanille aux pays développés. Notre pays est fortement concurrencé par d'autres pays émergents comme l'Indonésie. Désormais, on est devenu un « price taker » au lieu de définir le prix comme auparavant. C'est le même cas de figure pour presque toutes les cultures de rente qu'exporte notre pays.

La substitution des produits naturels par des produits à composition synthétique n'est pas exempte de responsabilité dans la brusque diminution des cours mondiaux. La vanilline qui est un substitut de la vanille naturelle a une grande part de responsabilité dans la réduction de moitié du prix de ce dernier, suite à la diminution de la demande. Donc, les chocs exogènes tiennent une place importante dans la régression de nos exportations. Mais, des chocs endogènes ont aussi une part de responsabilité dans cet amoindrissement.

Auparavant, les offres des producteurs nationaux n'arrivent pas à satisfaire les besoins des pays développés. Il en résulte une forte diminution de la dépendance de ces pays envers Madagascar. Cette insuffisance d'offre est liée à plusieurs raisons. Les manques d'intrants¹⁴ dans la production demeure le principal problème des producteurs. En plus, les cultures restent de petites exploitations agricoles au sein des ménages. Le manque de

¹³ 2001-2004

¹⁴ Semences, équipements, engrais,...

professionnalisme au niveau des producteurs affecte considérablement le volume de la production. Or, une part non négligeable de ce dernier est encore destinée à ravitailler le marché intérieur. Néanmoins, l'insuffisance, voire l'inexistence d'infrastructures publiques comme les routes, les barrages hydrauliques, ... a un impact important sur la production.

Par ailleurs, on note l'existence d'agents myopes qui adoptent des comportements nuisant les exportations futures. Afin d'optimiser les recettes sur une saison, les producteurs et/ou les opérateurs font des modifications sur leurs produits. Par exemple, certains d'entre eux ont inséré des clous dans la vanille pour augmenter le poids de celle-ci. Plus pire, ils utilisent des colorants chimiques pour obtenir des produits qui correspondent le plus aux besoins des demandeurs. Ce phénomène a largement affecté la réputation de Madagascar auprès des demandeurs. Ils sont devenus moins confiants et ont nettement diminué leur demande.

2) L'augmentation des importations

Contrairement aux exportations, les importations ont connu un accroissement tant au niveau du volume que de la valeur. Pendant la période d'observation, l'accroissement moyen de la valeur des importations¹⁵ est d'environ 20%. Pourtant, le rythme d'accroissement de la quantité n'est que de 3% en moyenne. Lors du passage de l'année 2003 en 2004, la valeur des importations a quasiment doublé alors que la quantité n'a enregistré qu'une hausse de 2%. En 2001, l'énergie représentait 53,7% de l'ensemble de nos importations. Cette fraction a diminué en 2004, chutant à 41,6%, laissant une part importante aux matières premières. Pendant la période d'observation, les résultats de la politique de détaxation ne sont pas encore mis en évidence. En effet, la part des importations en équipement de l'ensemble n'a augmenté que de 1% entre 2001 et 2004. Toutefois, dès la période de sortie de crise, cette dernière a enregistré une augmentation d'environ 45%. Ceci s'explique par la reprise des activités après une longue durée de suspension.

Comme pour les exportations, l'évolution des importations est due à de nombreux facteurs. Juste après la crise, le pays a enregistré une croissance économique spectaculaire. en 2002, elle était de -12,7% et passait à 9,8% en 2003. La reprise des activités a démarré plus vite que prévu chez les entrepreneurs. Cette accélération de la production n'a pas resté sans conséquence sur les importations de Madagascar. Les besoins en moyens de production étaient de plus en plus croissants. Par exemple, les importations de matières premières ont

¹⁵ En valeur CAF

augmenté de 106% de 2002 à 2003. L'augmentation en valeur des importations, s'est accentuée avec la forte dépréciation de l'Ariary. Ainsi, de 2003 à 2004, la valeur a quasiment doublé alors que la quantité n'a connu qu'une hausse d'environ 20%.

L'effet de démonstration peut expliquer l'évolution de l'importation de certains produits. Les modes de consommation des pays riches exercent sur la propension à consommer des pays pauvres. Les diffusions sont d'autant plus faciles par l'amélioration des systèmes d'information. Cet effet affecte principalement le domaine de l'alimentation. Néanmoins, l'insuffisance des cultures vivrières et la pénurie de cheptel sont aussi des causes de la dépendance en produits importés.

En bref, le secteur minier n'a joué aucun rôle majeur dans les fluctuations de nos échanges commerciaux avec le reste du monde. Ceci malgré le fait qu'une nette régression des exportations et une large augmentation des importations caractérisent l'économie d'un pays souffrant du « mal hollandais ». A Madagascar, la découverte d'une ressource minière n'a entraîné une mutation des activités génératrices de revenu en activités extractives. Le cas de l'exploitation de saphir dans le district d'Ilakaka¹⁶ est différent. En dépit de nombreux symptômes similaires¹⁷ à ceux de la théorie du syndrome hollandais, la confrontation de cette théorie à la situation d'Ilakaka est difficile. En effet, cette ville est née avec la découverte du saphir. Donc, aucune activité n'existait auparavant. L'exploitation a été la première activité entreprise dans cette ville. Ce n'est qu'au fur et à mesure de l'accroissement des besoins, que naissent les autres activités. Cependant, la « ruée vers le saphir », c'est à dire l'exode des exploitants vers cette ville est révélateur de « mal hollandais ». Etant donné le fait qu'elle a été créée après la découverte du saphir, les habitants étaient des immigrants venus de tout Madagascar. Ces gens ont laissé leurs activités, qui sont essentiellement des exploitations agricoles et artisanales. Donc, il y a mutation des activités entreprises vers la richesse nouvellement découverte. Il y a une manifestation du syndrome hollandais, accompagné d'un fort exode de la population.

Section II : La prépondérance du secteur informel

¹⁶ Région d'Ihorombe, province de Toliara

¹⁷ Inflation, chômage élevé,

Les activités informelles caractérisent le secteur minier malgache. En effet, environ 95% de l'ensemble des exploitations, s'effectuent sans aucun enregistrement au niveau de l'Etat. Ce phénomène enrichit davantage les opérateurs travaillant dans ce secteur, qui sont en général, des non résidents de Madagascar. Les misères de la population vivant dans les sites riches en ressources minières s'accroissent, alors que les opérateurs tirent de plus en plus d'avantages. Ce fait s'illustre par exemple par la présence du saphir de Madagascar à la bourse de New York, alors que la vie à Ilakaka devient de plus en plus difficile. Le travail d'extraction est assuré à 99% par les exploitants malgaches, moyennant une rémunération largement inférieure à la vraie valeur des pierres. Pourtant, le prix des pierres précieuses est encore loin de connaître une diminution en raison de la forte utilité de ces dernières dans la branche des technologies de pointe. La demande mondiale est loin de la saturation, du moins, dans les décennies à venir.

Depuis le début du nouveau siècle, la production de saphir enregistrée au sein du ministère des mines a chuté de 98%. Pourtant, l'exploitation du site d'Ilakaka ne dépasse pas cinq ans à compter de cette date. Donc, l'hypothèse de saturation du gisement est totalement exclue pour expliquer ce fait. Cette diminution est exclusivement liée à la non déclaration des produits véritablement extraits.

La corruption reste le principal facteur qui encourage les entrepreneurs à opérer dans l'informel. Les redevances minières sont considérées trop élevées par rapport aux sommes versées aux administrateurs publics. Elles demeurent néanmoins importantes pour ces derniers donc ils acceptent presque naturellement. Ils n'estiment pas les recettes que peuvent apporter la totalité des produits miniers sur la caisse de l'Etat et le rôle que peut jouer ce secteur dans le développement du pays. Le pourcentage enregistré au sein de l'Etat qui ne représente qu'une fraction négligeable a pour but de masquer les activités illicites entreprises. Car il sera suspect au sein de l'autorité centrale et au niveau de la population, une absence totale de production.

La situation de l'or montre le manque de rigueur et l'existence d'une corruption sanglante au niveau de l'Etat malgache. En effet, sur les 48 tonnes d'or produits à Madagascar entre 1897 et 2005, 98% l'ont été pendant la période de colonisation. En 46 années d'indépendance, moins d'une tonne d'or ont été produits à Madagascar. Il existe même une année où la production était de 30g, alors que la quantité totale d'or d'une seule bijouterie dépasse

largement ce chiffre. Pourtant, Madagascar n'importe pas d'or mais utilise les produits locaux. Donc, sous les administrations françaises, les activités extractives étaient tous enregistrées au niveau de l'autorité. Si toutes les richesses souterraines étaient déjà exploitées depuis cette période, le secteur dominant à Madagascar aurait été le secteur minier. On n'aurait pas qualifié notre nation, de pays à vocation agricole.

Les législations en vigueur et le code minier ne sont pas adaptés à la réalité socio-économique de la grande île. Ce manque de pragmatisme n'encourage pas les opérateurs de bonne foi, à intégrer le secteur formel. Ils veulent investir dans le secteur alors que le climat défini par l'autorité ne le permet pas. Automatiquement, ces derniers opèrent dans l'illégalité. L'organigramme des services chargés à enregistrer génère des conflits d'intérêts au niveau des fonctionnaires.

La prépondérance des activités informelles dans le secteur minier rend difficile la confrontation de la théorie du syndrome hollandais avec l'économie de Madagascar, du point de vue global. La part est tellement importante et ne permet pas de définir les effets d'une découverte de richesse naturelle sur la population. Dans les pays où le mal s'est manifesté, la découverte a fait basculé les activités de la population vers le nouveau secteur. L'économie du pays devient dépendante de ce dernier. Désormais, le PIB, les exportations, les importations, l'inflation, le chômage,... sont fortement corrélés avec les nouvelles activités. A Madagascar, cette mutation sectorielle n'est pas vérifiée. Le secteur tertiaire est celui qui a le plus de poids à l'économie malgache ; elle est de l'ordre de 55,5. Donc, au niveau global, il est difficile de détecter la présence ou non du syndrome hollandais dans l'économie malgache. Mais, cette étude s'avère possible au niveau régional, voire communal ; dans les villes où la découverte d'une mine s'est considérablement manifestée.

Chapitre III : Risque de manifestation du syndrome hollandais dans la région d'Anosy

1) Esquisse du projet d'exploitation d'ilménite de QMM

Depuis 1987, la société canadienne « Qit Madagascar Minerals » lance un projet d'exploitation de sable noir le long du littoral Sud est de Madagascar. Le montant du projet s'élève à 600 millions. Ce qui fait de lui le plus grand projet jamais initié dans le secteur minier, à Madagascar. L'ilménite sert à fabriquer des produits aussi divers que les micro-composants électroniques, les montures de lunettes, les chaises de jardin,... QMM envisage de produire 750000 tonnes de ce minerai par an, et la durée de vie du projet est de 30 ans. Ce projet est susceptible de créer des centaines d'emplois. Il permet de procurer de recettes fiscales, équivalentes au quart du budget annuel, à l'Etat malgache. Mis en route depuis des décennies, le projet n'a réellement démarré que cette année, après l'accouchement difficile d'un permis environnemental. Pourtant, des situations étranges existent déjà dans la région. La découverte d'ilménite peut entraîner le syndrome hollandais dans la mesure où le prix de ce dernier suit une tendance à la hausse. Il est à rappeler que le mal se manifeste après un « boum » au niveau du prix de la ressource nouvellement exploitée. Actuellement, le prix d'1 Kg d'ilménite tourne aux alentours de 8 US\$, mais ce prix peut grimper jusqu'à 11 US\$. Depuis le début du nouveau siècle, la courbe indiquant le prix de ce minerai suit une hausse, en raison de la forte demande du secteur de la technologie de pointe.

Avant de dégager une appréciation sur la tendance de l'économie de la région d'Anosy, il est à signaler que l'analyse se fait à partir d'observations qualitatives. En effet, les données relatives aux conséquences directes de l'exploitation sont encore inexistantes. Cela s'explique par le fait que la société QMM n'a pas encore livré ses premières productions. Elles sont attendues pour l'année 2008.

2) Fragilité de l'économie de la région de l'Anosy

La région d'Anosy est une des régions les plus pauvres de Madagascar. La taille moyenne d'une ménage est de 5.1 individus. La région possède la plus grande proportion de personnes dépendantes. Ces dernières sont des individus âgés de moins de 15 ans ou de plus de 65 ans. Le ratio de dépendance économique de la région d'Anosy est de 106,2%. Ceci explique un taux de chômage élevé, qui est de 4% alors que le taux moyen pour Madagascar est de 2.8%. Le salaire moyen est de 901037 Ariary par an, soit environ 75000 Ariary par mois. La propension à consommer est très élevée, elle est très proche de 1. Donc, l'épargne est quasi-inexistante dans cette région. Or, c'est une région qui ne tire pas essentiellement ses ressources de l'agriculture. La part de la population agricole est de 60,2%% qui est largement inférieur à la moyenne de la population agricole malgache, qui avoisine les

85%. Il s'ensuit un taux élevé de possession d'une entreprise non agricole, de l'ordre de 35,5%. Pourtant, le revenu moyen généré par l'ENA est faible, de l'ordre de 637000 Ariary par an. L'accès au financement par des institutions de crédit est très difficile. Ce fait s'illustre par le pourcentage de recours au micro-crédit qui est de 0%. Un taux d'épargne faible et une difficulté d'accès au financement accentuent la fragilité de l'économie de la région d'Anosy, dont l'activité principale est le commerce de détail et l'auxiliaire de transport.

3) Analyse du risque de syndrome hollandais dans cette région

Cette économie tient à un fil de rasoir et peut attraper facilement les effets pervers du syndrome hollandais. En effet, l'intensification de l'exploitation d'ilménite peut attirer les activités instables. Le mal est inéluctable quand il y a mutation des activités traditionnelles vers l'activité liée aux ressources nouvelles. L'indice de prix risque de s'envoler suite à l'augmentation de la demande par « effet richesse ». De même, les importations vont connaître une hausse importante. Tandis que les exportations de produits traditionnels vont diminuer considérablement suite à la baisse de la production. Déjà, la part de la valeur ajoutée de la région d'Anosy¹⁸ sur la valeur ajoutée totale est faible et elle risque de chuter suite à la diminution de l'investissement brut privé. Il est fort logique que la mutation des secteurs d'activité induit une régression de l'investissement lié à l'ancien secteur.

Actuellement, on n'observe que les effets positifs de la mise en exploitation mais plus tard, les conséquences perverses seront manifestes. La construction d'infrastructures figure parmi les diffusions positives de l'exploitation. Les routes sont entièrement rénovées pour le besoin de transport de l'exploitation. De plus, un nouveau port d'une valeur de 125 millions de US \$ est en phase de construction. Cet investissement apportera de nombreux avantages à l'économie de la région d'Anosy du fait que QMM n'emploie ce port qu'une semaine par mois. Donc, il servira pour le reste, à exporter les autres productions directement, sans passer par d'autres régions. Récemment, les dirigeants de QMM ont œuvré pour des aides sociaux dans l'éducation.

Sur le plan économique, tous les hôtels de luxe de Tolagnaro¹⁹ sont réservés pour une année, par les cadres de QMM. Pour le moment, c'est un effet positif pour les opérateurs travaillant dans le secteur hôtelier, ainsi que pour les auxiliaires du tourisme. Il engendre de

¹⁸ 0.42% sur la valeur ajoutée totale

¹⁹ Chef lieu de la région d'Anosy

nouveaux investissements dans le secteur et crée au passage de nouveaux emplois pour la population. Mais, à moyen et long terme, il entraînera un effet positif. En effet, avant l'exploitation, la productivité apparente de la branche de l'hôtellerie et de la restauration était le double de celle du commerce de détail. Or, ce dernier tient la première place des investissements. Donc, avec l'accroissement de la demande dans l'hôtellerie et la restauration, les activités commerciales vont basculer dans ce secteur.

4) Mesure à prendre

Une mesure draconienne doit être prise pour juguler le syndrome hollandais. Le « trust fund »²⁰ s'avère très utile pour gérer la « manne minière ». Il s'agit de mettre en place un filet institutionnel stable qui canaliserait les revenus du secteur minier de manière à en faire profiter toutes les entités concernées. Ce fonds a pour but d'éviter les guerres civiles et les conflits d'intérêts qui ont caractérisés les pays africains qui ont attrapé la maladie hollandaise. Trois scénarios sont envisageables pour mettre en œuvre le « trust fund ». Le premier mettrait en place un fonds qui couvrirait à la fois les ressources minières, et directement alimenté par les taxes sur les permis d'exploitation. Le deuxième propose que le fonds serve à financer en priorité le fonctionnement de l'administration des ressources naturelles²¹. Ce fonds est lié à l'approbation annuelle du budget de l'Etat et ne serait déboursé donc que sur l'accord du parlement. Enfin, le troisième scénario serait de gérer le fonds, comme une compagnie détentrice de portefeuille de titres liés aux ressources naturelles publiques. Le NFR serait responsable de la gestion des titres de l'Etat dans le secteur des mines et de la gestion financière des fonds de l'Etat. Dans ce cas, le NFR pourrait investir dans ce secteur et donc éviter le monopole des firmes privées.

²⁰ Fonds de confiance

²¹ Natural resources fund

CONCLUSION

La mutation des secteurs d'activités vers le nouveau secteur lié à la découverte d'une ressource naturelle est mise en relief dans les théories du syndrome hollandais. L'ampleur des investissements liés à la nouvelle source de revenu avale les autres productions et entraîne un chômage important dans les anciennes activités. L'effet richesse engendre une inflation galopante et accentue davantage le péril des autres secteurs.

La maladie a été inéluctable dans les pays qui ont vécu l'expérience de la découverte d'une richesse. Toutefois, le cas du Congo est difficilement imputable aux seuls effets pervers du syndrome hollandais. En effet, la structure traditionnelle de l'économie de ce pays présente beaucoup de lacunes pour imputer l'échec à d'autres facteurs. Mais, l'économie des Pays-Bas dans les années 70 ne laisse aucun doute sur la responsabilité du syndrome, sur la récession de l'économie. Avant la mise en exploitation du gisement de gaz de Slochteren, ce pays enregistrait des performances économiques défiant celles des pays membres de l'union européenne.

Les fluctuations de la structure des échanges de Madagascar avec le reste du monde sont difficilement affectables à la montée du secteur minier. Certes, cette dernière est loin d'être une réalité vu la prépondérance de l'informel. Ce dernier nuit l'économie malgache avant même le syndrome hollandais. Au niveau global, la théorie du syndrome hollandais est difficilement applicable à l'économie malgache parce que l'hypothèse principale de la théorie n'est pas vérifiée. Elle stipule que la découverte d'une richesse naturelle bascule l'ensemble de l'économie vers des nouvelles activités.

Toutefois, cette condition commence à mûrir au niveau régional. Dans la région d'Anosy, des phénomènes étranges commencent à attaquer l'économie suite au démarrage du projet d'exploitation d'ilménite. Apparemment, les effets positifs sont pour le moment manifestes. Mais, le risque de syndrome hollandais est majeur, étant donné la fragilité de l'économie de cette région. Parmi les moins performantes de la grande île, cette dernière peut attraper facilement la maladie en raison de la dominance de la pauvreté.

Madagascar se trouve piégé entre la dominance des activités informelles et le risque de syndrome hollandais. Si cette tendance continue, on sera toujours perdant de nos propres richesses naturelles.

Références bibliographiques

- KOUTASSILA J.P : Le syndrome hollandais : théorie et vérification empirique au Congo et au Cameroun ; Centre d'Economie du Développement, Université Montesquieu-Bordeaux IV ;
- Direction des Ressources Minérales auprès du Ministère de l'Energie et e des Mines : Statistique de production, d'investissements et d'exportations minières à Madagascar ;
- Direction des Mines et de la Géologie auprès du Ministère de l'Energie et des Mines : potentiels miniers de Madagascar ;
- MCA : Rapport de l'enquête sur les entreprises à Madagascar en 2005, Avril 2006 ;
- INSTAT : Enquête périodique auprès des ménages en 2005, Avril 2006 ;
- QMM : Rapport périodique sur le projet d'exploitation d'ilménite, 2003 ;
- Journal les nouvelles de Madagascar.

RESUME

Mémoire de Maîtrise–ès-sciences économiques

Thème : Le syndrome hollandais : est-ce applicable pour l'économie malgache ?

Présenté par : RANDRIANARISOA Tsiory Radoniaina

Nombre de pages : 33 pages

Liste des graphiques : Figure1 : Evolution de la production des principales cultures de rente au Congo entre 1971 et 1993 (en tonnes)

Figure 2 : Evolution de la production de Bois au Congo entre 1970 et 1995 (en milliers de m3)

Liste des tableaux : Tableau 1 : structure des exportations du Congo [1970 – 1995] en pourcentage

Tableau 2 : évolution des recettes d'exportation du secteur minier sur trois années (en Ariary)

Résumé Analytique :

Les progrès technologiques accroissent davantage les besoins en ressources minières et énergétiques. De plus, la croissance accélérée des pays émergents comme la Chine s'associe à une demande croissante de matières premières, plus particulièrement, de ressources souterraines. Les pays possédant ces richesses tirent des avantages considérables et accroissent la performance de leur économie à partir des recettes obtenues.

Madagascar n'est pas en reste en matières de ressources minières. Au contraire, le pays dispose d'une variété indénombrable de ressources minières et comme point d'orgue, de qualité supérieure. Cependant, le secteur minier malgache est fortement caractérisé par la prépondérance des activités informelles. Dès lors que le volume des investissements liés à ce secteur est très minime comparé à ceux d'autres secteurs.

Toutefois, des gros projets d'investissements commencent à exister dans le pays après les séries de découverte de matières précieuses. Les idées théoriques et l'approche pratique de ce mémoire ont permis de démontrer que l'exploitation d'une richesse nouvellement découverte pourrait entraîner des effets pervers sur l'économie d'un pays. Le paradoxe est de mise car au lieu de sortir un pays de sa pauvreté, la mutation sectorielle serait fatale pour lui.

Ainsi, dans la région d'Anosy, une analyse a été menée pour tenir compte de la tendance actuelle de l'économie après le démarrage du projet d'exploitation d'ilménite entrepris par QMM. Actuellement, ce sont les effets positifs qui sont apparemment manifestes ; mais, les risques de syndrome hollandais s'amplifient davantage, étant donné la fragilité de l'économie de cette région.

Mots-clés : syndrome hollandais, secteur minier, secteur informel, mutation sectorielle ilménite.

Encadré par : Mr Jean RAZAFINDRAVONONA

Adresse de l'auteur : Lot IVK 23 Bis Ankadifotsy – Antananarivo 101

